

# Lobbying

## LFI invite la France à faire pression sur Paul Kagame

Pascal Airault

L'Opinion, 18 juillet 2023

**Le parti de Jean-Luc Mélenchon a proposé mardi une résolution à l'assemblée condamnant le soutien du Rwanda aux rebelles du M23 en RD Congo.**



Carlos Martens Bilongo. Sipa Press

La France insoumise demande à Paul Kagame de ne plus soutenir les rebelles du M23. Après la vidéo de François Ruffin accusant le président Macron de fermer les yeux sur cet appui, son collègue Carlos Martens Bilongo a déposé une proposition de résolution à l'assemblée condamnant le soutien de Kigali au groupe rebelle officiant à l'Est de la RD Congo. Le texte est porté par tous ses collègues de LFI.

Président du groupe d'amitié France-RDC, le député du Val-d'Oise s'est rendu deux fois à Kinshasa cette année, en mission parlementaire en janvier et à l'occasion de la tournée du président Macron en mars. Il reproche à la France de ne pas être assez audible sur le drame que vit l'Est du pays avec son lot de déplacés qui fuient les exactions des rebelles du M23.

S'appuyant sur les rapports des ONG et de l'Onu, il pointe la responsabilité de l'armée rwandaise dans le soutien aux rebelles et dénonce l'appropriation illégale des minerais congolais par le Rwanda. Son projet de résolution appelle à ne pas fermer les yeux sur la situation humanitaire et invite le gouvernement à agir sur le plan diplomatique pour couper toute aide rwandaise aux rebelles.

Mercredi, le député organisera une conférence de presse pour promouvoir son texte soumis au vote des députés au plus tôt le 30 novembre. D'ici là, il devra convaincre ses partenaires de la Nupes et des autres groupes parlementaires d'adopter la résolution. « *La RD Congo est le plus grand pays francophone, confie le député. Son peuple attend de*

*la France plus de clarté et d'engagement à la résolution de ce conflit ».*

En décembre, la secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, Chrysoula Zacharopoulou, avait condamné le soutien rwandais au M23,

déclenchant l'ire de Kigali. Quatre mois plus tard, Emmanuel Macron n'a pas voulu compromettre la réconciliation avec le Rwanda. Il s'est contenté d'appeler Kigali à ses responsabilités.